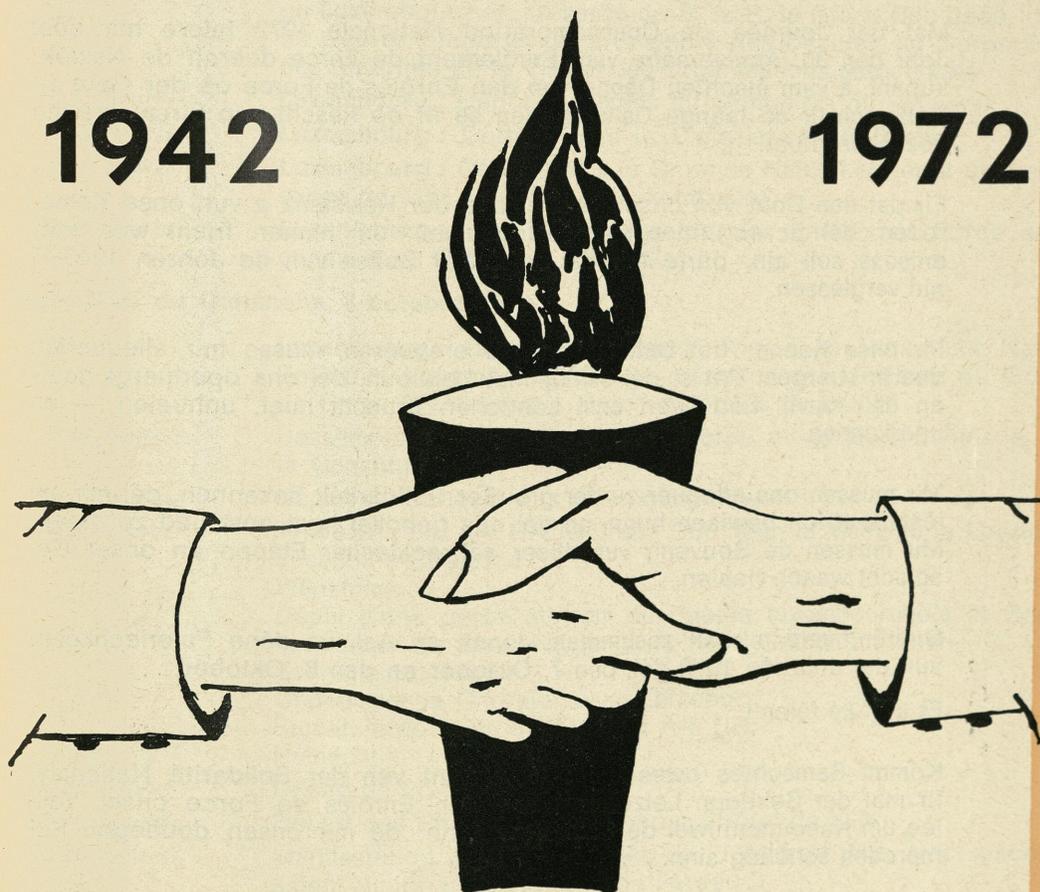


LES **SACRIFIÉS**

Bulletin mensuel de la Fédération des Victimes du Nazisme enrôlées de Force

1942

1972



Il y a 30 ans déjà - - - et pourtant
Ni la flamme de la solidarité
Ni la flamme du souvenir
Ne s'éteigneront jamais !

N° 10 / 1972

12e année

Prix: 8,- frs lux.

Abonnement: 60 frs

**Journée
Commémorative
Nationale**

Rédaction:
9, rue du Fort Elisabeth
Luxembourg

APPEL

un all Enrôlés de Force un ons Elteren un all ons Frönn

Mat der Journée de Commémoration Nationale 1972 feiere mir döst Johr den 30. Anniversaire vum Enrôlement de Force duerch de Naziokkupant, a vum éischten Départ vum den Enrôlés de Force op der Gare zu Hollerech fir dé laange Calvaire, dén se fir de Rescht vun hirem Liewen gezéchent huet.

Fir dat den Dout vun onse Märtyrer aus der Resistenz a vun onse Komeroden, déi fir eng Idee sacriéiert gouwen, déi hinnen friem wor, nött emssoss soll sin, därfe mir déi schwéier Zeiten vun de Johren 1940-45 nie vergiessen.

Fir onse Kanner dat battert Lous ze erspueren, musse mir alleguerten duerfir suergen, dat si déi schlömmst Lektoune, déi ons operluergt gouwen an déi souvill Léd iwert onst Ländchen bruecht huet, unhuelen — an unerkennen.

Mir mussen ons alleguer zu dèr groußer Solidaritéit bekennen, déi mir am lèschte Krich bewisen hunn, an déi ons gehollef huet onst Léd ze droen. Mir mussen de Souvenir vun döser schrecklecher Etappe an onser Geschicht waach haalen.

Duerfir huele mir all zesammen, Jonck an Aal, un déne Feierlechketen vun der Journée 1972 dél, den 7. Oktober an den 8. Oktober.

Et därf ké félen !

Kommt Samschtes owes bei d'Monument vun der Solidarité Nationale, fir mat der Sektoune Letzebuerg vun den Enrôlés de Force onser Veillée um Kanounenhiwel dé Cachet ze ginn, dé mir onsen doudègen Komeroden schölleg sinn.

Kommt och Sonndes muerges nött nömme an d'Mass an ärer Lokalitéit, mais och an d'Mass an der Kathedral, bei de Monument du Souvenir (bei der Gölle Fra), bei d'Hinzterter Kraiz an op Hamm.

Kommt alleguer Sonndes möttes bei de Monument National de la Solidarité Luxembourgeoise um Kanounenhiwel.

Ons doudèg Komeroden aus der Resistenz, ons doudèg Komeroden aus onsen égene Reihen, Ons Morts pour la Patrie, waarden op ons!

Kommt alleguer ! A vergiésst se nött !

Fir eng besser Zukunft . . . a fir ons Kanner. Fir hinnen dat Beispill ze ginn, dat si vun ons erwaarden!

De Comité vun der Sektoune Letzebuerg.

Journée de la Commémoration Nationale 1972

Trentième Anniversaire de la Grève et de l'Enrôlement de Force.

Veillée du Samedi, 7 octobre 1972

- 20.00 heures: **Dans tous le Pays** : Sonnerie des cloches
Luxembourg : Dépôt d'une gerbe par les Enrôlés de Force à l'intérieur du Monument National de la Solidarité Luxembourgeoise
- 20.30 heures: **Luxembourg** : Dévoilement des plaques de la „Rue de la Reconnaissance Nationale” et de la „Rue de la Jeunesse Sacrifiée” en présence des Autorités de la Ville

Matinée du Dimanche, 8 octobre 1972

- 9.00 heures: **Dans tout le Pays** : Messes pour les Héros de la Résistance et pour les Enrôlés de Force, suivies d'un dépôt de gerbes au pied des Monuments aux Morts
- 10.00 heures: **Luxembourg** : Messe commémorative en la Cathédrale par Mgr. l'Evêque de Luxembourg en présence de S. A. R. le Grand Duc Jean, des membres du Gouvernement et de la Chambre des Députés, du Corps Diplomatique, des Autorités de la Ville et des Organisations patriotiques
- 10.45 heures: **Luxembourg** : Dépôt de gerbes au Monument du Souvenir
- 11.00 heures: **Luxembourg** : Cortège vers le Cimetière Notre-Dame
- 11.15 heures: **Luxembourg** : Cérémonie à la Croix de Hinzert et dépôt de gerbes en présence de Mgr. l'Evêque de Luxembourg
- 12.00 heures: **Luxembourg** : Dépôt de gerbes par les Enrôlés de Force au Soldat Inconnu et au Cimetière Américain

Après-Midi du Dimanche, 8 octobre 1972

- Luxembourg** : Cérémonie commémorative au Monument National de la Solidarité Luxembourgeoise en présence des Membres du Gouvernement, du Corps Diplomatique et des Autorités de la Ville
- 15.30 heures: Rassemblement des Enrôlés de Force et de leurs invités à la Place de la Constitution
- 15.45 heures: Départ du cortège vers le Kanounenhiwel
- 16.00 heures: Arrivée de LL. AA. RR. le Grand Duc Jean et Madame la Grande Duchesse Joséphine-Charlotte
Wilhelmus
Dépôt d'une gerbe au nom du Peuple luxembourgeois et Ranimation de la Flamme du Souvenir par S. A. R. le Grand Duc Jean
Sonnerie aux Morts
Choeur par la Chorale „Jong Letzeburg”
Signature du Livre d'Or par LL. AA. RR.
Hémecht
- 16.30 heures: Départ de LL. AA. RR.
- 16.40 heures: Départ des Enrôlés de Force pour l'Hôtel de Ville
- 17.00 heures: Manifestation dans le Péristyle de l'Hôtel de Ville avec discours du Président National des Enrôlés de Force :
Prise de Position concernant le Projet de Loi pour l'Avancement de l'Age à la Retraite

Mercredi, 18 octobre 1972

Commémoration du premier départ d'Enrôlés de Force à la gare de Hollerich par un cachet oblitérant spécial au bureau des postes à Luxembourg 2.

Luxembourgeois, souvenez-vous des jours les plus sombres de notre histoire!

Faites honneur à nos Martyrs de la Grève 1972, à tous les Héros de la Résistance et à tous ceux qui sont morts pour la patrie !

N'oubliez pas la Jeunesse Sacrifiée des Classes 1920-27, ceux qui furent — et qui resteront — pour vous : „Ons Jongen” !

Souvenons-nous de ce Passé douloureux — et tournons-nous ensemble vers l'Avenir !

Pour bien affronter le passé

Dès que nous cherchons à concentrer dans une même renommée la grande communauté des victimes du nazisme, il y a toujours des visages, transfigurés par une sorte de légende nationale et qui, en se révélant à notre vue intérieure, pour faire chanter, du même coup, des noms, prononcés dans tous les secteurs de la vie qui se souvient, ne cesseront de hanter notre mémoire. Et à travers ces quelques faces nous tenons toutes les autres, nous les retenons et nous saisissons le poids, la lumière et les dimensions de ce que les victimes du nazisme ont fait pour nous, alors qu'ils étaient convaincus de le faire pour eux. A trente ans de distance, nous arrivons enfin à nourrir, du sang qu'ils ont versé, la substance de quatre ou cinq maximes, condamnant la stupidité de l'égoïsme humain, en exaltant la finesse de la générosité, la grandeur de l'héroïsme et la profondeur inexhaustible des valeurs nées du courage qu'ils ont montré, eux, et qu'il nous appartient maintenant de définir, à l'intention des nouvelles générations, dans le sens transcendant de leurs actes qui sont inoubliables.

Le pire de nos méfaits, c'est l'oubli, c'est cette puissance aveuglante qui, sans relâche, cherche à s'emparer de nos souvenirs pour y effacer tous les points lumineux, laissés au lieu et place des très vastes douleurs du passé. C'est contre lui qu'il faut lutter, beaucoup moins pour maintenir vivantes certaines souvenirs que pour offrir aux jeunes, à préserver de la répétition d'expériences meurtrières, le maximum d'une sagesse peu commune, parce qu'amèrement acquise à l'école impitoyable de l'existence.

Ces jeunes, auront-ils le courage de braver, à leur tour, les insultes collectives de la vie? Sauront-ils faire preuve de vaillance, en donnant au courage normal une dimension complémentaire, afin qu'il devienne l'égal de celui qu'au nom de trop de disparus un autre Charles Péguy pourrait magnifier une seconde fois? Car le vrai courage, le courage efficace est là, où l'on va résolument à la recherche de la justice, même de celle qu'on croit détestable. Il est là, où l'on s'acharne à extirper les mensonges, sans égards pour les masques qu'ils ont bien pu mettre. Il est là, où l'on arrive à refuser toute sorte d'applaudissements rémunérant une prouesse quelconque. Il est là, où l'on s'attache à déchirer les cache-face, quitte à se sentir ébranlé à la vue des horreurs mises à nu. Et il est là, où l'on ne cesse de proclamer hautement, s'il le faut, et de le prouver, au jour le jour, la conformité des faits d'hier avec les paroles, les sentiments, les vœux et les mouvements d'aujourd'hui.

Voilà leur façon de voir le cours des événements, et voilà aussi leur façon d'écrire, suivant leurs moyens invisibles, cette petite histoire qui, demain, après-demain, fera grandir en elle ce qui a été arraché à leur chair. En reprenant contact avec eux et, par eux, avec tous leurs frères d'armes qui ont eu le bonheur de survivre, nous cherchons à immortaliser leurs gestes sauveurs pour nous rendre compte, finalement, que, malgré l'ampleur des sacrifices qu'ils ont consentis, leur bravoure s'est manifesté dans la simplicité; que les signes extérieurs de leur dévouement ont été peu frappants parce que sans prétention tapageuse; et que, de loin en loin, en épousant leurs attitudes et en stimulant notre volonté de réaliser, dans d'autres circonstances et dans d'autres secteurs le sens supérieur de la communauté, nous essayons de nous familiariser avec toute la splendeur de leurs actions qui continuent de faire valoir, à notre préjudice, l'exigibilité d'une dette immense.

Laquelle?

Tout entreprendre pour que nous puissions nous élever dans leur ombre; tout oser que nous les égalions dans cette modestie, trop ignorée, qui refuse les fastes et qui s'attaque à l'orgueil! Deux agents serviront la grandeur, à laquelle je viens de faire allusion, pour que, plus facilement, elle puisse s'accomplir dans l'histoire comme en nous, en nous comme dans l'histoire: La Prévoyance et la Perfectibilité. C'est une grandeur qui se cache pour mieux se faire sentir dans les exploits à caractère intime et d'ordre spiritualisant.

Ainsi ceux qui nous ont donné leur vie, nous accordent encore, par leur mort même, le meilleur de nos viatiques. Leur esprit d'abnégation à notre profit étant donc continu, il faut que notre reconnaissance, prolongement naturel de nos souvenirs, ait, pour le moins, les mêmes proportions dans l'espace et dans le temps.

Pierre Grégoire.

Président de la Chambre des Députés

Message

30 Joer! Eng Generatioun ass schons vergaang, zënter dem greisslechen Daag wou de Gauleiter dé fierchterlechen Decret erloss huet, den jong Letzeburger an d'Uniform vun dem Ennerdrécker zwänge sollt. Den nationale Streik, den no der Proklamatioun vun der Anzéhong an d'Wehrmacht, lassgebrach ass, wor d'Aentwert vun engem Vollek, daat se ch solidaresch gefillt huet mat sänge Jongen an daat, an hoffnongslosen Emstänn, iewer sei Recht, säng Nationalitéit, säng Freihétsléift der Welt manifestéiere wollt.

Aus de Jongen vun démols sin haut Männer am beschten Alter gin. Villes huet sech geännert an déi Jong vun haut hu Méih fir d'Nout vun démols ze verstoen.

Mé all déi, déi erfaast si gin, déi den eisernen Zwank vun de Kasärenhäff, de Misère vun de Laageren, d'Onsecherhét vun de Stoppen matgemaach hun, kommen an hirer Erënnerong nie dovun lass. Vill droen d'Zéchen dervun un hirem Kierper. Vill Elteren a Geschwöster droen och nach d'Trauer vun dénen, déi nō erōm komm sin.

Et ass duerfir nōt onnartierlech, daat zënter Joeren d'Organisatioun vun den Zwangsrekrutéierten om eng Klorstellong an E'erausstellong vun den Affer gerongen huet, déi hir Generatioun ze bréngen haat.

Dōst Bestriewen ass och vun de Staatsautoritéiten unerkannt gin an enger Série vu Mesuren a Gesetzer, déi de Statut vun Zwangsrekrutéierten, säng Stellong als Affer vun Nazism, d'Suerg fir déi Hannerbliwen, säng Participatioun um nationalen Sacrifice, fir d'lescht symboliséiert am Monument vun der Nationaler Solidaritéit, gerégt hun. Vun der völkerrechtlecher, absoluter Nullitéit vun Gauleiter sängem Decret wōll ech emol nōt weider schwätzen.

Gewōss, nōt all Fuerderongen vun der Organisatioun konnten duerchgesaat gin, aus Grōnn, déi zum Dél an de Nokrichsregelongen leien. Mé ech ka soen, daat bei de staatlechen Autoritéiten déi Uspréich, déi besonnesch de Mōnsch a säng physesch a moralesch Intégritéit betreffen, nōt verkannt gouwen. Sie sollen an dōsem Abléck och nēs nei bewert gin.

Et ass an dém Sōnn wou d'Régierong, 30 Joer no dénen Evénementen, de Ponkt wōllt maen vun de Folgen, déi d'Rigueuren vun der Okkupatioun an der Zwangsrekrutéierong hannerloss hun.

Doriwer werte mer a kurzer Zeit d'Gelééhét hun weider ze schwätzen.

Ech sin iwerzégt, daat domatt d'Solidaritéitsgefill, daat sech am September 1942 manifestéiert huet, och nach eng Kéier fir d'Affer vun dem Gauleiter sängem Decret voll zur Geltong könnit!

Pierre WERNER
Staatsminister

Message

Il y a trente ans le Gauleiter Gustav Simon proclama solennellement que les jeunes Luxembourgeois seraient dorénavant traités de la même façon que leurs «frères du Reich», et qu'ils auraient le devoir et l'honneur de revêtir l'uniforme du soldat allemand. Le peuple luxembourgeois dans sa quasi-totalité s'insurgea contre ce Diktat, et des patriotes intrépides lancèrent immédiatement un mouvement de grève, qui fut étouffé dans le sang, mais qui a clairement démontré aux yeux du monde entier combien tous les Luxembourgeois étaient farouchement attachés à l'indépendance de leur pays.

Ce moment d'horreur et de gloire passé, l'occupant imposa sa loi, celle du plus fort, et contraignit les jeunes Luxembourgeois nés entre 1920 et 1927 à revêtir un uniforme détesté. Beaucoup d'entre eux, au péril de leur vie et de celle de leurs familles réussirent à se soustraire à la contrainte et devinrent des «déserteurs» pour les nazis, des résistants et des héros pour nous; parmi ceux qui ne purent y échapper, plusieurs milliers ont laissé leur vie dans une guerre injuste, d'autres ont été atteints dans leur intégrité physique et leur santé ou ont pour le moins perdu les plus belles années de leur jeunesse et n'oublieront jamais ce qu'ils ont dû subir pendant ces années. Ils ont tous droit à l'hommage de la nation luxembourgeoise. Mais cette nation luxembourgeoise est aujourd'hui composée pour moitié d'hommes et de femmes qui n'ont aucune expérience de cette époque cruelle!

Voilà pourquoi un anniversaire comme celui-ci est une occasion de leur rappeler les souffrances et l'héroïsme de leurs aînés avant d'en tirer les enseignements. Le peuple allemand, fourvoyé par ses chefs nazis, s'est rendu coupable d'innombrables crimes à l'égard de la plupart des peuples d'Europe: il s'agit pour nous maintenant, certes pas d'oublier ce qui s'est passé, mais pour éviter le retour de pareille tragédie, d'appuyer et d'accélérer les développements encourageants que nous avons connus ces dernières années vers une Europe plus unie et pacifique. Il est nécessaire de regarder vers l'avenir, et de tirer d'un passé douloureux la force de créer un monde meilleur, digne de notre condition d'hommes.

Je comprends combien il est difficile de détacher les regards des épreuves traversées entre 1940 et 1945 et je regrette profondément de ne pas trouver le gouvernement allemand plus généreux à l'égard des enrôlés de force luxembourgeois et plus compréhensif pour ce problème national qui n'a pas son pareil dans d'autres pays. Je me dois cependant de dire qu'aucun gouvernement ne saurait faire de cette compréhension ni de ce regret la ligne directrice de la politique luxembourgeoise à l'égard de l'Allemagne. L'obligation morale que nous avons contractée vis-à-vis des victimes du nazisme, vis-à-vis de tous ceux qui ont lutté pour la liberté et la paix, nous fixe comme but prioritaire de la politique étrangère luxembourgeoise l'édification d'une Europe démocratique basée sur la solidarité de tous et incluant l'ennemi de naguère.

Gaston Thorn
Ministre des Affaires Etrangères

A la mémoire de nos soldats „perdus” . . .

Chaque année, à certaines dates, le peuple luxembourgeois se penche, pendant un instant de recueillement et de souvenir, sur un passé encore récent, un passé qui fut le plus terrible de son histoire, jalonné par ces dates qui en constituent le long calvaire.

C'est avec une profonde émotion que j'adresse ces quelques lignes à ceux qui, parmi les mesures inhumaines prises par l'occupant nazi ont subi la plus inhumaine: «Les Enrôlés de Force.»

Enfermés par l'ennemi dans le plus diabolique des dilemmes, dans le plus odieux des chantages, dans le plus tragique des cas de conscience, perdus dans une impitoyable machine de guerre, revêtus d'un uniforme, symbole de tout ce qu'ils haïssaient, ils étaient obligés de lutter contre ceux qui étaient leurs alliés et qui allaient devenir les libérateurs de leur pays.

Il n'était pas, eux, comme l'étaient les soldats des armées libératrices, les soldats de la résistance et des maquis, entourés de la chaude et réconfortante camaraderie de ceux dont le combat tendait vers un même but et vers un idéal identique.

Les «Enrôlés de Force», eux, étaient perdus dans leur solitude morale, perdus aussi devant l'ignorance et l'incompréhension lorsqu'ils tentaient le saut dans l'inconnu, la désertion, avec tout ce que cela comportait.

Ils ont été, ils sont, les morts et ceux qui ont survécu, doublement victimes du plus abominable des crimes.

Leur sacrifice n'a pas été vain puisqu'il a puissamment contribué à donner à ce pays la conscience de son existence nationale, à lui donner aussi la conscience d'une solidarité qui a survécu aux années terribles.

C'est l'hommage que, au nom de mes concitoyens, j'ai tenu à rendre aux vivants et aux morts en ce jour qui commémore celui qui, il y a trente ans, marqua le début de leur long martyre.

Luxembourg, septembre 1972.

Colette FLESCHE,
Bourgmestre de la ville
de Luxembourg.



De Comité erönnert seng Memberen a Frönn un hir Journée 1972, de' dest Joerden 11. November ofgehaale gett.

Wéi all Joer gedenken mir an enger feierlecher Mass eisen versterwenen Komeroden an der Herz-Jesu-Kirch, Letzeburg-Gare.

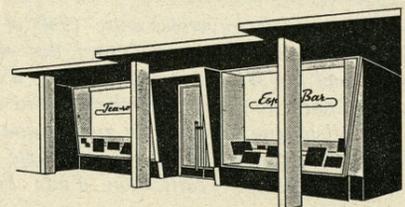
Duerno komerodschaftleche Banquet.

Oem 15.00 Auer Generalversammlung vun eiser Amicale.

De genée Programm get jidder Member mat Zäite matgedélt.

De Comité

Steichen



pâtissier-confiseur
luxembourg-47, av. de la liberté

ETABLISSEMENTS

Buchholtz & Ettinger

ESCH-ALZETTE

Tél.: 54 32 10

11 et 18, rue de Luxembourg

Succursale à Pétange
14, rue de Luxembourg

Fers et Métaux — Quincaillerie
Outils pour menuisiers
Ferrements de meubles
Ferrements de Bâtiments

TRADITION PLUS QUE CENTENAIRE

Wie das

Nazi-Verbrechen

die Deportation luxemburgischer Jugendlicher zum deutschen Militärdienst zum

National-Problem

im Großherzogtum Luxemburg wurde.

Aus Anlaß der dreissigsten Wiederkehr des 18. Oktobers 1942 (ein verregneter Sonntag) jenem Tag, an dem ein erstes Kontingent 18-22-jähriger Luxemburger nach Deutschland verschleppt wurde um dort in die nazistische Wehrmacht gesteckt zu werden, haben wir in unserm Archiv nachgeblättert. Dreissig Jahre und mehr nach den folgenschweren Ereignissen, welche sich während des zweiten Weltkrieges im Großherzogtum Luxemburg zutragen, ist es nicht nur interessant eine Uebersicht über diese zu gewinnen, sondern auch über die unmittelbaren Folgen und die Ursachen, welche die Zwangseinziehung Luxemburger Staatsbürger zu militärischen und paramilitärischen Einheiten des deutschen Heeres zu einem nationalen Problem im Großherzogtum werden liessen, und das heute noch seiner Lösung harret. In den höchsten politischen Kreisen unseres Landes ist man der Auffassung, dieses Problem der Zwangsrekrutierung sei zur Zeit zu einem unentwirrbaren Knäuel geworden, dessen Lösung sie anmutet als gelte es die Quadratur des Kreises mathematisch zu lösen.

Der Beginn

Nach dem Einmarsch der deutschen Truppen im Morgengrauen des 10. Mai 1940, bemühten sich die Leiter der Zivilverwaltung, zusammen mit der ganzen Hierarchie ihrer Organisationsführer, eine möglichst rasche und umfassende Verdeutschung der Bevölkerung unseres Landes zu erreichen. Mittels Propaganda waren die Luxemburger nicht für das «einzig- und großartige» Ideengut des Nationalsozialismus' germanischer Prägung zu gewinnen. Niedrige Erpressermethoden zeitigten ebenso wenig den gewünschten Erfolg. Und, angesichts der nachträglich bekannt gewordenen Greuel-taten, mag es ihnen nicht sonderlich schwergefallen haben ihr Ziel mit größter Gewaltanwendung, Freiheitsentzug, Mißhandlungen und Hinrichtungen zu erzwingen.

Zu Beginn ging es den Deutschen darum, eine möglichst hohe Mitgliederzahl der Volksdeutschen Bewegung in Luxemburg (VdB) nachweisen zu dürfen. Um nicht direkt zum Freiwild für die deutschen Häscher zu werden, (Nichtarbeitende waren Schmarozer und auszurotten!) unterwarfen sich viele dem schweren Druck und liessen sich in die VdB zwingen.

Eine weit schwerwiegendere Maßnahme war die am 23. Mai 1941 verordnete Arbeitsdienstpflicht der männlichen und weiblichen Ju-

gend Luxemburgs. Hierbei handelte es sich bereits um eine Art der Geiselnehmung. Die Jugendlichen Luxemburgs, deren Elteren und Familien waren den Deutschen auf Gedeih und Verderb ausgeliefert. Denn eine Flut von Strafmaßnahmen harrete all derer, die sich der Arbeitsdienstpflicht und dann später auch der ebenso illegalen Wehrpflicht widersetzen, ganz gleich in welcher Weise dies auch immer geschah. Neben den in Kriegszeiten in allen Ländern so wie so strengeren Militärgesetzen, — ein ganzes Arsenal übrigens! — hatten die Deutschen die Sippenhaftung verfügt.

War das Einziehen Luxemburger Bürger zum RAD bereits ein schweres Verbrechen, so setzte das Ausheben des gleichen Personenkreises zum deutschen Wehrdienst allem die Krone auf. Um seine illegalen Maßnahmen zu rechtfertigen, berief sich der Chef der Zivilverwaltung mit zynischer Verlogenheit auf das Deutschbewußtsein der «überwältigenden Mehrheit der Lützelburger». Am 30. August 1942, an dem Tag als die Wehrdienstpflicht für Stadt und Land Luxemburg eingeführt wurde, erklärte er auf dem Generalappell der Volksdeutschen Bewegung auf Limpertsberg vor 9.000 Kundgebungsteilnehmer:

«Die Bevölkerung Luxemburgs hat sich entweder positiv zum deutschen Reich oder wenigstens abwartend eingestellt und die Zahl der positiv Eingestellten ist seit zwei Jahren dauernd gewachsen. Auch der böswilligste Gegner kann das nicht abstreiten; denn im Mai 1940, als die deutsche Armee hier die Grenze überschritt, hat es hier kaum 100 Aktivisten der deutschen Sache gegeben. Zwei Jahre später, im Mai 1942 gab es bereits über 1500 Kriegsfreiwillige, die damit bewiesen haben, daß sie aus innerstem Herzen zur Deutschen Sache und zum deutschen Gedanken stehen.

«Hinter diesen Kriegsfreiwilligen, die die stählerne Spitze des Deutschtums in Luxemburg darstellen, stehen weit über 15.000 politische Leiter, Gliederungsführer und Gliederungsangehörige und hinter diesen wiederum über 70.000 Mitglieder der Volksdeutschen Bewegung und viele Zehntausende der angeschlossenen Verbände.»

Was es tatsächlich mit dem großdeutschen Bewußtsein der Luxemburger auf sich hatte, zeigte der Streik am darauffolgenden Tag, Montag, den 31. August 1942. Er löste unter den damaligen Machhabern, vom kleinsten «Gielemännchen» hinauf bis zum obersten Gremium der Reichsführung eine Panikstimmung aus. Und sie reagierten mit den ihnen üblichen Mitteln: Blutiges Niederschlagen der Streikaktion.

An dieser Stelle möchten wir der geschichtlichen Wahrheit halber einflechten, daß man sich heute nicht hinreißen lassen sollte, das Ereignis des 31. August 1942 ganz allgemein als Generalstreik hinzustellen. Damit wird der Streikaktion von 1942 nicht den geringsten Abbruch getan. Ihre Bedeutung wird dadurch

nicht geschmäler. Im Gegenteil! Ihr Wert und ihre Auswirkungen auf spätere Ereignisse stehen in umso größerem Glanz, als wir, die Ueberlebenden des zweiten Weltkrieges uns jeglicher Uebertreibung enthalten. Die Opfer des Streiks von 1942 sind, zusammen mit vielen anderen Opfer der Nazis, die wahren Helden unserer Nation. Ihr Weg möchten wir uns also jeder Uebertreibung enthalten.

Trotz des Streiks vom 31. August 1942, trotz der Rückgabe vieler VdB-Mitgliederkarten konnten die zur Verschleppung zum deutschen Wehrdienst bestimmten jungen Luxemburger ihrem grauenhaften Schicksal nicht entgehen; ganz gleich wie auch immer ihre getroffene Entscheidung ausgefallen sein mag. Aber das Blutopfer derer, die sich resolut vor sie gestellt hatten, erkennen sie dennoch in vollen Umfang an und sind ihnen für alle Zeit zu Dank verpflichtet.

Nach dem 10. September 1944.

Genau vier Jahre und vier Monate lang hatten die Deutschen Luxemburgs Bevölkerung geknechtet und terrorisiert. Erlöst und befreit atmete sie am 10. September 1944 auf und der Krieg ging auch zu Ende, am 9. Mai 1945. Überall in den von den Kriegswirren betroffenen Länder begann man die fehlenden Mitbürger zu zählen. So auch in Luxemburg, wo dies allerdings schon gleich nach dem Liberationstag begonnen hatte. Es stellte sich heraus, daß viele Tausende noch fern der Heimat weilten. Viele Familien waren im Unklaren über den Verbleib, über das Schicksal ihrer Verschleppten. Groß war die Zahl derer, die ihre Toten beweinten. Aber, weit höher als diese, war die Zahl derer, die um ihre Angehörigen bangten. Und der Wermuttropfen trübte gar vielen die Freude an der eigenen, wiedergewonnenen Freiheit. Dazu gesellte sich der Kampf ums Dasein.

Um die ureigensten Interessen der Zwangsrekrutierten zu wahren, hatte es sich als nötig erwiesen, die «Ligue Ons Jongen» zu gründen. Bereits in den ersten Wochen nach der Befreiung, stellte es sich heraus, daß im Durcheinander die Jugend wenig, wenn überhaupt Beachtung fand. Den Zangseingezogenen, den Refraktären und Mutilierten winkte keine rosige Zukunft. Die junge Liga ihrerseits sah sich vor große, unübersehbare Aufgaben gestellt. Dies stand schon im Dezember 1944 fest, als die ersten Schritte unternommen worden waren um eine «Association s.b.l.» zu konstituieren. Sieht man sich heute die Dokumente aus jener Zeit an, so werden einem die damaligen Zustände so recht deutlich vor Augen geführt.

Da geht die Rede über ein heillooses Durcheinander: Verhaftungen und Säuberungsaktion. Man machte sich berechnete Sorgen über den Verbleib und die Rückführung der vielen noch im Ausland weilenden Luxemburger, ob im Konzentrationslager, in der Wehrmacht, in den alliierten Armeen oder in der Gefangenschaft. Die ersten Zeichen Uneinigseins und

Zerwürfnisses waren registriert worden. Ein flammender Apell zur Einigkeit steht als Beweis dafür!

Die «Ligue Ons Jongen» hatte sich zum obersten Leitmotiv gesetzt: «Se soutenir matériellement et moralement». Das also gleich nach der Liberation! Diejenigen Luxemburger, «déli am méschten önnner der Hitlerdiktatur ze leiden haaten», — wie es an einer Stelle der ersten Zeitungen «Ons Jongen» wörtlich lautet, — sie sahen sich in Ermanglung des Verständnisses und der Hilfe der offiziellen Stellen gezwungen, ihr Geschick in eigene Hände zu nehmen.

Der Kampf um die Existenz des Einzelnen hatte begonnen. Schwierigkeiten gab es überall. Die Eingliederung und die Rückgliederung in den Arbeitsprozeß gestalteten sich überaus kompliziert und schwierig. Ganz besonders schwer fiel es den Kriegsverstümmelten eine passende Beschäftigung zu beschaffen. Wie elendig es um diese Aermsten bestellt war, geht besonders deutlich aus der Forderung der «Ligue Ons Jongen» hervor, daß die kranken und mutilierten Jungen ärztlich und klinisch so zu behandeln seien, als hätten sie in der luxemburgischen Armee gedient. Allein diese Forderung spricht Bände.

Mit der Rapatriierung happerte es an allen Ecken und Enden. Am 25. Februar 1945 war dem Luxemburger Volk noch nichts bekannt über den Verbleib und das Befinden der vielen Jungen in den sowjetischen Kriegsgefangenenlagern. Zu jenem Zeitpunkt ging noch nicht die Rede über das Lager Tambow.

Zum ändern opponierte sich die Liga mit aller Vehemenz gegen die Einberufung der Jahrgänge 1925 und 1926 zur neu geschaffenen luxemburgischen Armee. Es mutet einen heute alsbarer Unsinn an, wenn man bedenkt, daß die Angehörigen dieser beiden Jahrgänge direkt aus schrecklicher Kriegsgefangenschaft zur Luxemburger Armee ziehen sollten!

Mitte August 1945 belief sich die Zahl der noch nicht heimgekehrten Jungen auf 5.000. Die «Ligue Ons Jongen» hatte einen eigenen

De Comité

vun der Elterenverénejong

délt alle Mammen a Pappen vun dénen am Krich gefaalenen a vermösste Médercher a Jongen mat, dass den 8. Oktober 1972

d'JOURNEE COMMEMORATIVE NATIONALE

oofgehaale göt. Dir sit all hërzlechst invitéiert un der Gedenkfeier délzehuelen. Rassemblement um 15.00 Auer op der Place de la Constitution (Gölle Fraa) zu Letzeburg.

Suchdienst geschaffen, weil jener der Regierung und des «Office des dommages de guerre» zur größten Unzufriedenheit funktionierte.

Als dann bekannt geworden war, welche Entschädigungen andern Verschleppten des Nazi-Regimes ausgezahlt wurden, tauchte erstmals die Forderung nach angemessener Kriegsschädigung der Angehörigen der Jahrgänge 1920 bis 1927 auf.

Der Titel «Mort pour la Patrie» wurde für alle gefallenen Zwangsrekrutierten verlangt, da man in der Liga am 16. Dezember 1945 der Meinung war, dies habe zu geschehen und zwar sofort, «damit bei der bevorstehenden Errichtung eines Nationaldenkmals die Namen unserer Helden nicht vergessen werden.»

Am 2. Februar 1946 war es dann der gellende Schrei: «Hölleft ons Komeroden sichen!» Zu jenem Zeitpunkt waren noch immer 2.957 Jungen und 1.256 andere Luxemburger nicht heimgekehrt. Die Liga machte gewaltige Anstrengungen um Gewißheit über das Schicksal dieser Mitbürger zu erhalten. Mehr und mehr begann es sich zu bestätigen, daß die Zwangsrekrutierung unserem Lande einen gewaltigen Blutzoll abverlangt hatte.

Die Zurückgekehrten ihrerseits suchten und tasteten sich in die Wirklichkeit des Alltags zurück. Die ihnen gewährte Hilfe war, anderthalb Jahr nach der Befreiung, mehr als unzulänglich. Zu allem Überdruß waren die Heimkehrer Fremde im eigenen Lande. Die Mitmenschen aus der Zeit vor ihrer Verschleppung, welche zu ihrer Entwurzelung wurde, begegneten ihnen mit Zurückhaltung. Niemand konnte oder wollte begreifen, daß diese jugendlichen Verschleppten durch grauenhaftes Erleben; durch Entbehrungen und ungewöhnliche Leiden andere Menschen geworden waren. Obschon es sich um dieselben Menschen handelte, waren es doch nicht mehr die Töchter u. Söhne, die vor Jahren aus den heimatlichen Gefilden herausgerissen worden waren. Sie hatten gelernt mit allen zu Gebote stehenden Mittel ihr Leben zu verteidigen. Niemand konnte verstehen, daß sie mißtrauisch ihrer Umwelt begegneten, und daß sie den in ihnen gezüchteten, unbändigen Haß gegen jegliche Unterdrückung mit sich herumtrugen. All diejenigen, die nie Ähnliches wie diese jungen Luxemburger erlebt hatten, zeigten recht wenig, meistens gar kein Verständnis für den Seelenzustand dieser Schwergelprüften.

Den Verstümmelten, den Kriegsinvaliden begegneten ihre Landsleute mit wehmütiger Mitleidigkeit. Aber gerade das erwarteten diese Aermsten am allerwenigsten. Es wäre an der Zeit gewesen, daß all die Luxemburger, denen es vergönnt gewesen war den Krieg zu Hause zu erleben und zu überstehen, nun lernten mit ihrer geschändeten, ausgemergelten und ausgebluteten Jugend umzugehen. Heute wissen wir, daß das nicht geschah; damals nicht und auch heute nicht. Verständnislosigkeit und Selbstgefälligkeit mußten unweigerlich dazu führen, daß es in Luxemburg zu einer

Zwangsrekrutiertenfrage

kam. In den ersten Nachkriegsmonaten und -jahren wurde das geboren, was später zu einem großen, nationalen Problem werden sollte, nämlich die Zwangsrekrutiertenfrage. Die Passivität und wohl auch die Unkenntnis der gegebenen Tatsachen, das Einwirken der den Zwangsrekrutierten bereits damals direkt feindlich gesinnten Kreise auf die damaligen Politiker, all das bewirkte, daß die gemartete Jugend in gesetzlicher Hinsicht eine benso unterschiedliche Behandlung erfuhr, wie das zuvor schon bei der Beschaffung von Arbeitsplätzen und Verdienstmöglichkeiten, um nur dies zu erwähnen, der Fall gewesen war. So wuchs und wuchs denn ein Problem, das, sieht man sich nachträglich dessen Entwicklung in aller Objektivität an, mit Leichtigkeit zu vermeiden gewesen wäre und das es eigentlich niemals hätte geben dürfen. Es gereicht den politischen Instanzen Luxemburgs wirklich nicht zur Ehre, Gesetze geschaffen zu haben, die die **Wurzel allen Übels** sind. Erinnern wir hier nur kurz an einige Punkte der unterschiedlichen Behandlung der zur deutschen Wehrmacht Verschleppten gegenüber andern Luxemburger Opfer des Nazismus'.

«Prime de rapatrié»

Sie betrug in der damaligen Nachkriegswährung 2.500 Fr. für Ledige, 5.000 Fr. für Verheiratete zusätzlich 1.000 Fr. für jedes unmündiges Kind. Staatsminister Pierre Dupong hatte verfügt, die unter Todesstrafe in die Wehrmacht gepreßte und gemartete Jugend Luxemburgs vom Empfang dieser «prime de rapatrié» auszuschließen. Später stellte sich dann zu allem Überdruß heraus, nicht alle heimkehrenden Zwangsrekrutierten wurden gleich behandelt. Einige wenige hatten eine Rapatriierungsprämie erhalten. Weshalb? Nun darüber darf sich heute jeder seine eigenen Gedanken machen. Geklärt wurde es nie!

«Prime d'engagement»

Ein Großteil jener Jungen, welche sich in England zum freiwilligen Militärdienst für Luxemburg meldeten und in den «Belgian Forces» dienten, warten heute noch auf ihre «Prime d'engagement.»

Appel aux Membres de la L.L.M.I.G.

Rassemblement National

Le Comité invite ses membres de bien vouloir assister à la

JOURNEE COMMEMORATIVE NATIONALE

qui aura lieu dimanche, le 8 octobre 1972 à Luxembourg.

On se rassemblera ver 15.30 heures, Place de la Constitution à Luxembourg.

Entschädigung für Lohnausfall

So wie von materieller Entschädigung die Rede ging und die Liga Anspruch auf Entschädigung für Lohnausfall im Krieg erhob, ergoß sich eine wahre Flut von niedrigsten Beschimpfungen u. Verunglimpfungen über die «zwangsrekrutiert Letzeburger Médercher a Jongen». Uebrigens, die Bezeichnung «Zwangsrekrutierter» wurde erst nach dem Krieg geprägt. So lange unser Land von den Deutschen besetzt und unterjocht war, ging immer nur die Rede von den «verschléftene Kanner, Jongen a Médercher», mit denen jeder «gudde Letzeburger» fühlte; die man bedauerte, u. über deren ungerechte Behandlung seitens der deutschen Besatzungsmacht man sich in berechtigter Weise übrigens, nicht nur ärgerte, sondern bis zur Weißglut aufgebracht war und sich nicht fürchtete «engem Preiss gehéereg d'Wourecht ze soen», wie man auf Luxemburgisch zu pflegen sagt. Vielfach wurden dabei Risikoen eingegangen, die fatale Konsequenzen haben konnten.

Aber beim Stichwort Entschädigung wurde all das Gewesene vergessen, ja sogar verleugnet. Die illegale Aushebung zum deutschen Wehrdienst war nichts Sonderliches mehr. Die Betroffenen hatten «nur» Pech gehabt. Pech daß sie zwischen 1920 und 1927 geboren waren. Man verstieg sich sogar zur Behauptung, die zwangseingezogenen Luxemburger hätten keine patriotische Haltung bewiesen; sie hätten keine patriotischen Taten aufzuweisen. Es hat sogar Väter gegeben, welche die Blutopfer ihrer Söhne und Töchter glatweg verleugneten; wohl sicherlich nur deshalb, weil sie die Ueberlebenden waren!

Entschädigung der Jugend! Hier schieden sich plötzlich die Geister vollends. Verschiedentlich verstiegen sich die Gegner der geopferten Jugend dazu, ihnen zu raten: «Git bei är Eltern! Sot si sollen iech entschiedegen! Dir hut am Krich jo nömme fir si eleng eppes ge-maach!»

Das ist nur eine kleine Kostprobe dessen, was man den heimkehrenden Jungen und Mädchen antat. Angesichts dieser Tatsachen, (wir können mit Beweisen dienen!) nimmt es nicht Wunder, daß es zum Problem der Zwangsrekrutierung kommen mußte.

Kriegsschädengesetz

Bereits während der Ausarbeitung des luxemburgischen Kriegsschädengesetzes wurde die Forderung nach Entschädigung der Zwangsrekrutierten für erlittenen Lohnausfall in der hierfür zuständigen Kommission mit der Begründung abgelehnt, kein Land würde seinen Soldaten eine solche Entschädigung gewähren. Logisch schlußfolgernd, wäre also die deutsche Wehrmacht auch luxemburgische Armee gewesen. Daß jemand ein Fehler begeht, daß ihm ein Irrtum unterläuft, läßt sich verstehen. Daß man ihn trotz aller Erkenntnis dennoch als Fundament des Aufbaus benutzt, ist das

Unverständlichste, das man sich überhaupt vorstellen kann.

Kriegsversehrten- und Kriegsinvalidenrenten.

Ein überaus trauriges und schmerzliches Kapitel ist das der Kriegsversehrten u. der Kriegsinvaliden. In der Zeit direkt nach dem Krieg litten die Betroffenen nicht nur an ihren noch ungeheilten Wunden und Verstümmelungen. Unverständlicher Weise wurde von staatswegen sträflich wenig für diese Aermsten getan. Es wirkt heute geradezu beschämend, wenn daran erinnert wird, daß auf Selbst- und Privathilfe zurückgegriffen werden mußte. Um unseren verstümmelten und kranken Kameraden über die schlimmsten Tage ihres Lebens hinweg zu helfen, rief die Liga zu Geldspenden auf. Viele Sektionen hielten Wohltätigkeitsveranstaltungen ab. Die so gesammelten Gelder wurden verwandt um ärztliche Behandlungskosten und Umschulungskosten zu bestreiten und um Rentenzuschüsse zu gewähren. Die Beschaffung von Arbeitsplätzen für unsere Kriegsinvaliden und Kranken war äußerst schwierig.

Das Durcheinander in diesem Sektor war umfassend. Rufe nach Einsicht, Verständnis erschallten von überall her. Es dauerte viele, viele Jahre, bis den Mutilierten nach und nach das zugestanden wurde, was ihnen gebührte. Ihre nicht beneidenswerte Situation verbesserte sich nur tropfenweise. Es dauerte eigentlich bis ins Jahr 1967 hinein.

Solidarität

Aus unserem Archiv ist deutlich zu ersehen, welche Pleite jene im Krieg so vorbildliche Solidarität der Luxemburger erlitt, sobald das Land vom deutschen Joch befreit und der Krieg zu Ende waren. Fluchs hatten sich Personenkreise und Gruppen gefunden, die keineswegs an Gedächtnisschwund litten, sondern gemeinhin gefährliche Verdrehungskünstler, Unruhestifter und Verleumder waren. Nur wenige Monate nach Kriegsschluß, — der größte Teil der verschleppten Jugend weilte noch fern der befreiten Heimat, litt weiter und viele starben noch, — mußte sich die damalige «Ligue Ons Jongen» energisch gegen allerlei perfide u. hinterhältige Anschuldigungen und Verleumdungen zur Wehr

De Comité vun der Amicale des Anciens de Tambow

léd all sengen Memberen un d'Hèrz, mat hiere Familien geschlossen hannert hirem Fuendel un der

JOURNEE COMMEMORATIVE NATIONALE

vun der Fédération des Victimes du Nazisme Enrôlées de Force délzehüelen.

All Tambower treffen sech den 08. Oktober um 15.30 Auer op der Place de la Constitution (Gölle Frâ) zu Letzebuerg.

setzen. Bereits damals wurde die mehr als dumme Frage gestellt «Firwaat sit Dir an d'Wehrmacht gaangen? Dir hätt nôt brächten ze goen!»

Es mangelte weiter nicht an Versuchen Uneinigkeit in den Reihen der Angehörigen der Jahrgänge 1920 - 1927 zu stiften. Gezielt wurde z. B. versucht die Zwangsrekrutierten in Gruppen aufzuteilen und eine gegen die andere auszuspielen. So wollte man die einen glauben lassen, ihr Verhalten in der Kriegszeit sei höher zu bewerten als das anderer. Nicht einmal im Tod sollten sie sich gleich sein. Die Todesopfer sollten nach utopischen Wertskalen eingestuft werden!

Das ging schließlich soweit, daß die Verräter, die «Gielemännercher» und die, welche den Sturm über sich ergehen hatten lassen, dem deutschen nationalsozialistischen Verbrecherregime mehr Widerstand geleistet haben sollten als die zur Wehrmacht Deportierten, und deshalb die besseren Patrioten seien. Den zu RAD und Wehrmacht Verschleppten wurde allgemein und ohne Umschweif jeglicher patriotischer Akt abgesprochen. Sogar eine illusorische Waage ward erfunden, auf der die patriotische Gesinnung jedes einzelnen Bürgers gewogen werden sollte.

Niemand der vielen Luxemburger, die aus Furcht und Angst vor den deutschen Repressalien den Jungen und Mädchen geraten hatten: «Jongen, maacht ké Misär! Git an d'Wehrmacht! Gid an den RAD! Et ass nôt fir laang! Dir sit geschwönn nés eröm hei hém!» — wollte sich dessen erinnern. Ganz im Gegenteil! Sie waren alle so selbstsicher, so tüchtig und voller Tatendrang in der Bekämpfung der deutschen Besatzungsmacht gewesen. Und wir kamen einfach nicht an der Frage vorbei: Wo waren sie, die unerschrockenen Patrioten? Weshalb liessen sie z.B. die Deutschen seelenruhig gewähren, als diese am 1. September 1944, also bloße 10 Tage vor der Befreiung unseres Landes, 100 Jungen aus dem Grundgefängnis zum Bahnhof brachten um sie nach Deutschland zu verschleppen?

Nach dem Krieg war die Faust im Nacken fort. Mit einem Mal gehörte es zum guten Ton ein guter Patriot gewesen zu sein. Damit war etwas anzufangen! Patriotismus bedeutete klingende Münze! Aus egoistischen, profitgierigen Ueberlegungen und Streberei durfte man die am schwersten getroffene und bereits stark dezimierte Jugend, die sich ihrerseits glücklich schätzte dem Tod entronnen zu sein, ein zweites Mal auf dem Altar der Nation opfern. Niemand würde je dafür bestraft!

Veränderte Menschen

Ohne daß es der Einzelne so recht merkte, hatte der Krieg einen großen Schaden am Seelenzustand der Menge angerichtet. Bezeichnend hierfür war die radikale Wandlung zum Egoismus. Er war wohl geboren worden aus der Notwehrmaßnahme im Kampf ums Dasein und hatte so eine höhere Weihe empfangen. Die Rück-

kehr zur Persönlichkeit, um die der Kampf geführt wurde, verkehrte sich in ihr Gegenteil, u. aus der großen unterdrückten Herde der Kollektivmenschen der Okkupationszeit hatten sich Tyrannen entwickelt, die der von den Schlachtfeldern zurückkehrenden Jugend Luxemburgs das Leben im Großherzogtum des Nachkriegs beinahe zu einer unerträglichen Hölle machten. Diese Jugend, sie war wirklich enturzelt. Sie war fremd im eigenen Land. Sie wurde sich selbst überlassen. In ihrer spießrischen Umgebung sah sie sich gezwungen ihren eigenen Weg zu suchen. Ohne den Balsam des Gefühls in den heimatlichen Gefilden geborgen zu sein, mußte sie der Zeit das Ausheilen ihrer Krankheiten und Wunden überlassen. Welche verheerende Konsequenzen gerade das haben sollte, zeigt uns heute die erschreckend hohe Todesrate innerhalb ihrer Reihen. Schon allein der Kampf ums Dasein, ums tägliche Brot trieb gar viele in einen frühzeitigen Tod. Und das Ende ist tatsächlich schlimmer als der Beginn.

Nachträglich und mit dem Abstand, der uns heute von den Ereignissen der ersten Nachkriegsjahre trennt, verstehen wir weshalb und wieso das Problem der Zwangsrekrutierung überhaupt entstehen und groß werden konnte. In der nachfolgenden Zeit verdichtete es sich weiter und steht im Jahre 1972 als das

Nationale Problem der Zwangsrekrutierten

da, das zu lösen es immer noch gilt. Daß das Problem der einstigen Militärdeportierten ständig wuchs, Ausmaßen annahm, die für die Betroffenen unerträglich wurden, dafür braucht nur an den 25. Oktober 1947 erinnert zu werden. Im Anschluß an eine große Demonstration der «Ligue Ons Jongen», an der sich weit über 5.000 «Jongen» beteiligt hatten, gingen Fensterscheiben in Splitter. Das geschah, ob- schon der Präsident des Zentralvorstandes die Demonstranten aufgefordert hatte, in Ruhe und Disziplin nach Hause zu gehen. Aber gegen den Unmut der vielen Tausenden, welche durch die Regierung hingehalten wurden, keines ihrer Anliegen anhörte und an die Verwirklichung ihrer berechtigten Forderungen nicht einmal dachte, vermochten die damaligen Vorstandsmitglieder nichts. Am Vorabend jenes 25. Oktobers 1947 hatte der Staatsminister Pierre Dupong einer Delegation von «Ons Jongen» auf deren Frage, was er bereits unternommen habe um die militärische Deportation der zivilen gleichzustellen, wörtlich geantwortet: «Doriwer hun ech mir de Kapp nach nôt zerbrach!»

Vor welche Probleme sich «Ons Jongen» damals gestellt sahen, geht eindeutig aus der nachfolgenden Resolution hervor.

«Resolutio'n

D'Ligue «Ons Jongen»,

an hirer Egenschaft als Verénegung vun alle Letzeburger Jongen, de' öonner daat völkerrechtswidregt Dekret vum Gauleiter vum 30.

August 1942 gefall sin an zwangsweis durch den feindlechen Occupant zum Wehrdengscht erugezu go'fen, a vun all dénen, de' sech dem Zwangsdingesch an der Foleg mat rechtmessege Möttelen entzun hun,

constate'ert am Verein mat den Démonstranten, de' sech geléentlech vun der Manifestatio'n mat hierer nofolgender Resolutio'n solidaresch erkläert hun,

1. daß trotz allen Démarchen an Interventio'nen vun der Ligue «Ons Jongen» bei déne kompetenten Autorité'ten d'gesetzlech Réglementatio'n vun der Situatio'n vun déne vierbenannte Perso'nen bis zum heitegen Dag net réalise'ert go'f,
2. dass d'Letzeburger Regierung déne berechtigte Revendicatio'nen vun desem Dél vun der Populatio'n a kenger Weis Rechnung gedroen huet, an dass sech aus der Nonchalance an der Nole'ssegkét vun onse kompetente Stellen de'fgreifend sozial Möbstänn erginn hun, de' sech zum gre'ßten Nodél vun dem betreffende Bevölkerungsdél auswirken an seng matériell Existenz direkt be'dreen.
3. daß durch d'Karenz vun déne zo'stännegen Autorité'ten, trotz onzieleige Mémoires, Démarchen a Bötttschröften vun der Ligue «Ons Jongen» d'Gleichstellung vun der militärischer mat der ziviler Déportatio'n aus ongeklaarten an onbegreifliche Grönn bis haut net verwierklecht an dodurch an de Reihen vun der Populatio'n é verdirwleche Klassegéscht gese't go'f, a
4. daß den Här Staatsminister als President vum Gouvernement an senger Entrevue mat den Delege'erten vun der Ligue «Ons Jongen» vum 24. Oktober 1947 der Ligue «Ons Jongen» a kenger Weis Satisfactio'n gin a refuse'ert huet, eng kloer Stellung zu dénen der Regierung an der Chamber önerbréten, berechtigte Revendicatio'nen vun engem gro'ße Bevölkerungsdél ze be'ze'en.

schle'sst doraus, daß de' zo'stänneg Autorité'ten net gewöllt sin, d'Interessen an d'Rechter vun engem interessanten Dél vun der Populatio'n ze secheren an seng Existenz ze garante'eren,

dass si an all eventuell Versprieche vun der jetzeger Regierung net dat geringste Vertrauen me' setze kann,

dass si de' heiteg Regierung net me' als vum Volekswöllen gedroen kann ugesin an hir kriminell Nole'ssegkét op daat aller schärfst condamne'ere muss, a

fuerdert de' soforteg Démissio'n vun der jetziger Regierung an hir Ersetzung durch é Gouvernement, dat vum Volekswöllen gedroen a berét ass, d'Rechter vun alle Volekssklassen op der Base vun der absoluter Gleichberechtigung vun alle schaffenden an onbescholtene Bierger ze secheren.

Eso, beschloss zu Letzeburg, den 25. Oktober 1947.

Fir d'Ligue «Ons Jongen» am Numm vun den Démonstranten, den Zentralcomité vun der Ligue «Ons Jongen», Letzeburg.»

Weil Herr Pierre Dupong sich den Kopf nicht «zerbrochen» hatte, was übrigens niemand von ihm verlangte, sondern nur die Gleichstellung der militärischen Deportation mit der zivilen, u. leider nichts in dieser Angelegenheit tat, deshalb gingen seine Fensterscheiben in Stücke. Daß dann auch noch diejenigen des «Luxemburger Wort» — Gebäudes bei derselben Gelegenheit in Scherben gingen, ist auf die Schützenhilfe zurückzuführen, die die Zeitung seinem CSV-Minister gewährt hatte. Das alles hätte nicht sein sollen, war und bleibt dennoch geschehen.

Herr Dupong ist lange tot. Das Haus samt seinen Fensterscheiben existiert nicht mehr; neues Glas kam in die Fensterrahmen des «Wort»-Gebäudes; viele Demonstranten, die damals dabei waren, haben ebenfalls das Zeitliche gesegnet. Aber, ein Vierteljahrhundert nach jenen ereignisschwangeren Oktobertagen, besteht das Problem der Zwangsrekrutierten als nationales Problem weiter.

Dadurch, daß am 25. Februar 1950 die Mädchen und Jungen der luxemburgischen Kriegsgeneration dann auch noch von Gesetzeswegen zu Bürgern 2ter Klasse gestempelt wurden und 10 Jahre später im deutsch-luxemburgischen Wiedergutmachungsvertrag nochmals eine schwere diskriminierende Behandlung erfahren, wurde alles nur noch weit schlimmer als es am Anfang war.

In einer Zeitspanne von 30 Jahren, die einem von den Herrenmenschen des großdeutschen Reiches an Luxemburgern begangenen Verbrechen folgten, haben die Politiker, die «princes qui nous gouvernent» erreicht, daß dieses monströse Verbrechen ungesühnt bleibt und dessen Opfer nicht entschädigt wurden. Sie haben lediglich daraus ein **nationales Problem** gemacht.

s. n.

Avis un all Sektioonen

De Comité vun der Association des Enrôlés de Force Victimes du Nazisme rícht en drengenden Appell un all hir affiliéiert Sektioonen, den 08. Oktober mat hire Memberen, dénen hire Familjen, Frönn a Bekannten un der

JOURNEE COMMEMORATIVE NATIONALE

zu Letzebuerg délzehüelen.

Keng Sektioon duerf féhlen !

Rendez-Vous em 15.30 Auer op der Place de la Constitution (Gölle Frâ).

18. Oktober 1942

In Stalingrad toben ungeheuerliche Mann-gegen-Mann-Kämpfe u. das letzte Zehntel der Stadt, das noch in russischem Besitz ist. «Jeder Soldat eine Festung.»

Auf dem Weg zum Kaukasus bleibt der deutsche Angriff auf Tuapse, an der Ostküste des schwarzen Meeres südlich von Novorossisk gelegen, stecken.

Am gleichen Tage erläßt Hitler den Befehl, feindliche Teilnehmer an Kommando-Unternehmen in Europa und Afrika, auch wenn sie Uniform tragen, nicht gefangen zu nehmen, sondern niederzumachen.

Und ebenfalls an diesem Tage müssen die ersten Luxemburger den Leidensweg in die deutsche Wehrmacht antreten, ein Weg, von dem so furchtbar viele nicht mehr heimkehren werden.

Es war ein Sonntag, dieser schicksalsschwere 18. Oktober, regennass und kalt, vor allem in der Frühe, da die ersten «Jongen» unterwegs sind nach dem Bahnhof Hollerich, wohin sie die Stellungsbefehle beordert haben. Es ist, als wolle sich das Wetter der gedrückten Stimmung anpassen, die alle mittel- und unmittelbar Betroffenen befallen hat: Grau in grau.

Aus allen Gegenden des Landes kamen sie zusammen. Manche waren schon seit 5 Uhr unterwegs, hatten im Zug nach und nach Leidungsgegnossen getroffen, bekannte, unbekante. Und jedesmal hatte es eine Begrüßung gegeben als kenne man sich schon seit langen Jahren. Gemeinsame Not ist nun einmal ein festes Band.

Auch in den Straßenbahnen begrüßte man sich. «Salut, Joss! Muerge, Pol!» Oder auch nur: «Muergen!» Jeder wußte sofort daß er «auch einen» vor sich hatte. Die schweren Koffer waren ein untrügliches Zeichen, wie ein Ausweis.

Auch der Schaffner wußte Bescheid: Ohne zu fragen, wohin die Fahrt gehen sollte, reichte er den Fahrschein und kassierte das Geld. Was er dabei dachte, war manchmal gar deutlich in seinem Gesicht zu lesen. Schließlich war es noch keine 2 Monate her, seit Gauleiter Gustav Simon, den man statt den «eisernen», besser den «blutigen Gustav» genannt hätte, den Start zu diesem Völkerverbrechen gegeben hatte, und daß die Herrenmenschen die Streikaktion des kleinen Luxemburg mit brutaler Gewalt hatten unterdrücken müssen!

Etwas 2.000 junge Menschen waren es, die dem Hollericher Bahnhof zustrebten. Schon lange vorher hatten sie Abschied von ihren Verwandten und Bekannten nehmen müssen, denn - gewitzt aus den Vorgängen, die sich bei den vorausgegangenen Abfahrten zum Reichsarbeitsdienst abgespielt hatten - hatten die Herren Nazis alle Zugangsstraßen zum Bahnhof für alle abgesperrt, die nicht zu den direkt Betroffenen gehörten.

Was dort an tränenerstickten Mutterworten, an wortlosem väterlichem Händedruck, an heißen Wünschen für eine gute und baldige Wiederkehr gewechselt wurde, läßt sich kaum ausdenken, geschweige denn sagen. Und so manche hatten es vorgezogen, die Abschiedsszene daheim vorzunehmen aus Angst, es könne beide Seiten in der Öffentlichkeit zu sehr angreifen. Jeder wollte dem anderen möglichst viel ersparen!

Und was war diesen Augenblicken nicht alles vorausgegangen! Welche Gewissenskonflikte hatte der Einberufungsbefehl heraufbeschworen, als er vor einigen Tagen ins Haus geflattert kam! - Er hatte unwillkürlich die Frage aufgeworfen, ob man ihm Folge leisten solle oder nicht. Die Eltern wußten wohl, daß ein Verweigern ihres Jungen sie selber in große Gefahr bringen würde. Schließlich hatte der nazistische Erlaß über die Sippenhaft mehr als deutlich in allen Zeitungen gestanden. Aber Vater und Mutter wußten auch, daß mit dem «Gehen» das Leben ihres Kindes in höchste, tödliche Gefahr geriet. Wie sollte man sich da entscheiden? Und wie entschied sich der Sohn? Auch sein Gewissen war in einem Dilemma, wie es dergleichen für Luxemburger in diesem jugendlichen Alter, die kaum an der Schwelle des wirklichen, harten Lebens standen, noch zu keiner Zeit gegeben hatte. Sollte . . . nein, durfte er das Leben seiner Eltern auf's Spiel setzen, um sein eigenes wenigstens relativ in Sicherheit zu bringen? Zwei grosse u. edle Begriffe standen sich alternativlos gegenüber: Elternliebe und Kindesliebe. Und niemand konnte in einem solchen Moment mit Rat und Tat zur Seite stehen. Niemand!---

Die Herren Machthaber haben natürlich Wert darauf gelegt, die ganze Angelegenheit für ihre Propaganda auszu-schlachten. Schließlich sollen morgen nicht nur schöne Worte über die Begeisterung der neuen Rekruten in den gleichgeschalteten Zeitungen Luxemburgs und des Altreiches erscheinen, sondern auch Bilder, die dieselben unterstreichen. So versuchen sie denn nicht nur die Stimmung - wie sie meinen - zu heben, indem sie aus mächtigen Lautsprechern martialische Marschmusik über den Bahnhofsvorplatz dröhnen lassen, solange, bis die «Jongen» - wie auf Kommando - dieselbe mit einem superlauten, gemeinsamen «Böö. . .» übertönen und unmöglich machen; sie haben auch den langen Zug, den sie schließlich auf Geis eins hereinschieben, mit Girlanden und Hakenkreuzfähnchen geschmückt, als gelte es, eine Vergnügungsreise anzutreten. Sogar eine ihrer für ihr Krachmachen bekannten Militärmusikkapellen haben sie am anderen Ende des Bahnsteiges zum vollen Einsatz gebracht.

Ein gutes Dutzend von Unteroffizieren rennt am Zug entlang, als gelte es eine ganze Hotte voll Ritterkreuze zu verdienen, indem sie dafür sorgen, daß das Einteigen in die Wagen so verläuft, wie es sich für eine organisationstüchtige Nation geziemt. Aber diese sturen Luxemburger scheinen sich nicht allzuviel darum. Daran können auch die bewaffneten SS-Männer - in Uniform, so wenig wie in Zivil - durch ihr paradieren auf dem Bahnsteig nichts ändern. Ja, sie sehen und hören sogar tatenlos (oder ohnmächtig?) zu, als luxemburgische Lieder, wie «Hémecht» und «Letzeburg de Letzeburger», die längst auf dem nazistischen Index stehen, mit größtmöglicher Lautstärke und tiefster Inbrunst aus den jungen Kehlen steigen.

Im und auf dem Hügel, der dem Bahnhof gegenüber zur Gaspericher Seite liegt, stehen die Leute Kopf an Kopf und winken «ihren Jongen» zu. Es soll nicht nur ein Abschiedsgruß sein, es soll ihnen auch sagen: «Verliert nicht den Mut! Wir denken stets an euch! Und kommt bald wieder!»

Und was die Jungen zurückwinken, heißt: «Keine Angst! Mir bleiwe waat mir sin!»

Die ganze Arbeit, die die Herren Deutschen sich mit dem Schmücken der Wagen gemacht haben, war umsonst. Schon bald liegen die Hakenkreuzfähnchen zerstört am Boden, und auch von den Girlanden hängen nur noch Fetzen an den Wagen. Wenn die Propaganda-Bildchen jetzt noch nicht im Kasten sind, dann wird auch nichts mehr daraus!

Das ist jedenfalls sicher!

Und immer wieder tönt das «Ro'de Le'w, bewaach dei Feld!» aus den vielen Abteilen, wo sich je sieben Mann eingerichtet haben.

Plötzlich beginnen die Unteroffiziere noch aufgeregter herum zu sausen als zuvor. Sie fuchteln mit sämtlichen Armen, rennen sich fast gegenseitig über den Haufen und knallen die Türen zu: Abfahrt!! Langsam rollt der Zug aus dem Bahnhof hinaus. Hunderte von Taschentüchern und Hüten werden im Hang gegenüber geschwenkt. Und die Jungen winken zurück, rufen, schreien durcheinander: «A-wur! - Bis geschwönn!» Mag in dem Durcheinander auch jedes einzelne Wort untergehen, mag auch keines verstanden werden, darauf kommt es nicht an. Es erleichtert. Denn im tiefen Innern sitzt es doch zentnerschwer! Und so mancher wischt sich heimlich die Augen und tut, als habe ihm der Fahrwind ein bißchen Kohlenstaub hineingeblasen.----

An der ganzen Strecke stehen Menschen, die Anteil nehmen an dem bösen Schicksal, dem die Betroffenen von ihren Henkersknechten entgegengeführt werden. Alle winken ihnen zu. Drei junge Mädchen, im «Rampeli» bei der «Ueberführung», haben sich eine besonders nette Geste ausgedacht: Das erste schwenkt ein rotes, das zweite ein weißes und das dritte ein blaues Tuch. Und durch den ganzen Zug geht ein Jauchsen und Applaudieren, daß die Wände wackeln. Und auf's neue steigt ein Luxemburger Lied in den Aether. Daß es durchaus nicht aus allen Kehlen richtig klingt; daß die Mehrzahl gar recht falsch singt, sei zugegeben. Eines aber ist gewiß: Aus so übervollem Herzen wurden diese Lieder selten gesungen. Aus solch tiefstem Seelen Grunde ist wohl kaum einmal gebetet, geschweige denn gesungen worden!

Das Verhalten der Menschen, die winkend neben den Geleisen stehen, wird nicht nur zu einer Sympathieumgebung für die «Jongen», es wird zu einem stummen, aber ausdrucksreichen Protest gegen den deutschen Unterdrücker. Und es reißt nicht ab, bis in Wasserbillig die Landesgrenze erreicht ist. «Und dann? - Ja, dann steigert sich der in den jungen Herzen aufgespeicherte Grimm über das ihnen angetane Unrecht zur Wut, die sich auf irgendeine Weise Luft machen muß. Fensterrahmen, Aborttüren, Mantelbretter fliegen in hohem Bogen über die Brücke in die Sauer, begleitet von deftigen und kräftigen, echt luxemburgischen Schimpfworten.

Und danach wird es still in den einzelnen Abteilen. Unheimlich still. Denn nun erst fühlt ein jeder dieser jungen Menschen die Verlassenheit, der sie nun völlig preisgegeben sind. Verlassen von allem, was das Leben bis dahin schön und lebenswert gemacht hat, was überhaupt Leben bedeutet. Aus all dem sind sie nun herausgerissen und in eine feindliche, tödliche Welt gestoßen. Auf wie lange? - Wer vermag es zu sagen?! - Niemand! - Für manche bis zum gar nahen Lebensende!----

«Trier! - Alles aussteigen!»

Es ist 11 Uhr geworden, und sie müssen antreten zum Marsch durch die Stadt in eine Kaserne. Die holden Trierer Jungfrauen, wahrscheinlich von Partei und BdM abkommandiert, die mit Blumensträußchen angerückt sind, um die neuen «Landesverteidiger» zu schmücken, nehmen schleunigst Reisaus, als ihnen die Klänge der luxemburgischen Lieder entgegenschlagen. Denn sie werden nun in einer anderen Tonart gesungen: trotzig und verbissen, stolz und unnahbar. Und die Trierer verstehen das Luxemburgische

nur zu gut: «Letzeburg de Letzeburger a soss kengem op der Welt!!» Die «Viezbridder» sind schockiert, indigniert.

Auf dem Kasernenhof beginnt das, was der Soldat als die Hälfte seines Lebens bezeichnet: das Warten. Sie sitzen auf den abgestellten Koffern, die so viele Fressalien enthalten, daß den Trierern, hätten sie einen Blick darauf werfen können, die Zunge wohl während acht Tagen im untersten Knopfloch gehangen hätte. Denn «Kanonen statt Butter» mochte eine schön klingende Parole sein; Butter statt Kanonen war jedenfalls weit nahrhafter!

So konnte niemand sich wundern, daß bei unsern Luxemburgern keine Begeisterung aufkommen konnte für die dünne Kartoffelsuppe, die der neue «Arbeitgeber» ihnen als Mittagessen anbot und die sie sich noch aus der etwa einen Kilometer weit entfernt gelegenen Küche holen mußten. Ohne die Schätze aus dem «Koffer-Restaurant» (Schinken, Dauerwurst und Weißbrot) wäre es ganz gewiß eine recht armselige Mahlzeit gewesen. So aber ließ es sich - wenigstens vorläufig - noch bei der deutschen Wehrmacht aushalten!----

Wieder vergingen lange Stunden in idiotischem Warten. Gewiß, das hatten unsere Freunde schon im RAD gelernt, aber es fiel ihnen doch immer wieder auf die Nerven, so untätig herumsitzend, bis es irgendeinem Gradiernten einfiel sie anzuschmauzen oder einen unsinnigen Befehl zu geben, nur weil ihm dies so in seinen Kram paßte und er diesen jungen «Spunten» seine Macht demonstrieren konnte.

Doch dann - es ging auf 17 Uhr - kam Bewegung, ja man konnte sogar sagen Aufregung unter die Herren vom Begleitkommando. Man spürte es: Große Dinge warfen ihre Schatten voraus!

Und es erschien ein Herr General! Das war bei «Preussens» Tradition und wurde hochgehalten. Genau wie die Art und Weise, auf die man diesen hohen Herrn empfing.

Unter viel Geschrei, Gerenne und Getue hatte man aus den «Neuen» ein einigermaßen passabiles offenes Viereck aufgebaut in dessen Mitte der Herr General nun von der offenen Seite her eintrat und sich, der Wichtigkeit seiner Person voll und ganz bewußt, in einer martialischen Pose aufbaute, um eine schmetternde Rede zu halten.

Dieselbe gipfelte in dem Satz: «Wir werden kämpfen bis zum Letzten!», den er besonders markig unter seine Zuhörer schleuderte. Was ihm allerdings nicht viel nützte, denn er erntete damit genau so wenig Beifall, wie mit seinem abschließenden «dreifachen Sieg-Heil!», auf das ihm luxemburgischerseits nicht die geringste Antwort wurde.

Das anschließende «Horst Wessel Lied», sowie das präventiöse «Deutschland über alles» gaben dieser «Feier» zwar einen gewissen Abschluß, die ansonsten aber keinen Erfolg darstellte. Denn, nicht genug, daß sich dabei kein einziger Arm zum sog. «Deutschen Gruß» hob, behielten auch noch die meisten ihren Hut auf dem Kopf.

Gegen 19 Uhr war dieser erste offizielle Kontakt der Luxemburger Zwangsrekrutierten mit der Großdeutschen Wehrmacht zu Ende. Man darf zweifellos behaupten, daß dabei keines der deutscherseits gesteckten Ziel erreicht wurde. Denn man hatte den Luxemburgern nicht die mindeste Spur von Begeisterung einimpfen können. Und das wiederum hatte den Herren Organisatoren die aller kleinste erhoffte Freude verleidet.

Es war schon fast völlig dunkel, als sich die Kolonne wieder in Marsch setzte und zum Bahnhof zurückmarschier-

te. Wobei erneut die luxemburgische «Musik» durch die Trierer Straßen klang, ohne daß jemand versucht hätte, diesem Singen verbotener Lieder Einhalt zu gebieten.

Gemäß den verschiedenen Bestimmungsorten wurden sie nun aufgeteilt und in die verschiedenen, bereitstehenden Züge gesetzt. Und dann wurden sie nach allen Himmelsrichtungen hinausgeführt und über das gesamte Gebiet des sog. Altreiches hin verschleppt.

Und mancher sah seine liebe, kleine Heimat lange, lange nicht wieder!--- Und gar viele überhaupt nicht mehr!

Die Lehre einer geschichtlichen Etappe

Nun sind bereits 36 Jahre vergangen, seitdem in Berlin die olympischen Fahnen wehten, und daneben auch die Hakenkreuzfahnen, und man von den ersten Kasette nichts wußte.

Oder nichts wissen wollte.

Ja, von Berlin nach München ist's ein weiter Weg. Berlin war 1936 die Hauptstadt des tausendjährigen Reiches und Hitler schwelgte in seiner Macht.

Heute liegt Berlin jenseits einer Grenze, die zwischen zwei Welten gezogen wurde und Europa in zwei Lager teilt, wo jede Annäherung wie eine Heldentat gefeiert wird. Heute liegt München diesseits einer Grenze, die wir nicht gewollt haben und die uns noch immer wie ein Alptraum vorkommt, der uns immer wieder aufs neue verfolgt, und uns den Unsinn und die Grausamkeit aller Kriege verdeutlicht.

Vor wenigen Wochen wehten also auch in München die olympischen Fahnen, und man gab sich alle Mühe, um den grausamen Narr aus Braunau zu vergessen, und vergessen zu lassen.

Doch aus den heiteren Spielen, die man sich vorgaukeln wollte, trotz der falschen Note mit der sie eingeleitet wurden, sind Trauerspiele geworden. Und die olympische Fahne, mit Blut besudelt, wehte auf Halbmast.

Aber die Spiele liefen weiter.

Denn der olympische Geist durfte nicht kapitulieren; wie es so schön hieß. Und man setzte sich über alle Hindernisse hinweg, genau wie damals, 1936.

Was wogen schon die paar blutigen Leichen der armen Israëlis, die von fanatisierten Arabern sinnlos hingemordert wurden, als sogenanntes abschreckendes Beispiel?

Wo man doch in Vietnam bedenkenlos weiter kämpfte und nicht einmal daran dachte, es den alten Griechen gleich zu tun (die doch als Vorbild für die heutigen Spiele gelten). Wo man in Ost und West noch immer Kasette hat, in denen Menschen zu Vieh herabgewürdigt werden und hinter Stacheldraht auf den erlösenden Tod warten.

Genau wie damals, 1936, als Hitler und seine fanatischen Gefolgsleute den olympischen Gruß stahlen und sich zur Ueberrumpelung der Welt vorbereiteten. Sich zur größten Schlächtereier aller Zeiten rüsteten.

Genau wie damals, als die Großen dieser Welt einen potentiellen Mörder für salonfähig erklärten und ihm devot die Hand reichten. Im-

mer wieder zum Nachgeben bereit waren und ganze Völker opferten, trotzdem sie von bange Vorahnungen geplagt wurden, aber sich selbst und uns alle belogen.

So wurden an diesem 18. Oktober 1942 die ersten Luxemburger «Jongen» in die deutsche Wehrmacht zwangsverschleppt. Es waren ihrer etwa 2.000.

Ihnen folgten, in den zwei darauffolgenden Jahren, noch ca. 10.000. Mehr als 3.500 von ihnen blieben auf immer in der Fremde.

Das größte Verbrechen, das je an der Bevölkerung unseres kleinen Landes geschah, war, am 30. August des gleichen Jahres in der Halle auf Limpertsberg geboren, an diesem 18. Oktober 1942 durchgeführt worden.

d.f.

mer wieder zum Nachgeben bereit waren und ganze Völker opferten, trotzdem sie von bange Vorahnungen geplagt wurden, aber sich selbst und uns alle belogen.

Ja, zwischen Berlin und München gibt es heute eine Grenze, die trotz Abmachungen und Verträge nicht durchlässiger wurde. Und wo immer noch auf verzweifelte Menschen geschossen wird, die es wagen nach der Freiheit zu trachten.

Und so kann man zwischen dem Berlin von damals und dem München von heute eine gewisse Parallele ziehen, Symptome aufspüren, die uns zur Einsicht bringen müssen, daß sich in dieser langen Zeit kaum etwas geändert hat.

Es wäre eigentlich ein Wunder gewesen, wenn in München nichts geschehen wäre und die heiteren Spiele in Lug und Trug zu Ende hätten gehen können. Wie sie auch in Lug und Trug weiterliefen, trotz der Hekatombe die von

den palästinensischen Terroristen heraufbeschworen wurde, und zu der die wahren Missetäter in den Kulissen der Weltpolitik sich heimlich beglückwünschten.

Und uns zum Narren hielten, genau wie Hitler damals, und seine Hintermänner, mit dem blutigen Theater, der zum Ueberfall auf Polen diente und zum Auslösen des zweiten Weltkrieges führte.

Zur selben Zeit als in München die sogenannten heiteren Spiele anliefen, wurde hier bei uns die wahnwitzige Heldentat eines unterdrückten Volkes durch Gedenkfeiern aufs neue ins Rampenlicht gezerzt, und die grausame Zeit des schwarzen Septembers 1942 in Erinnerung gebracht.

Dieser Aufstand — denn es war ein Aufstand, wenn auch ohne Waffen — blieb einmalig in der Geschichte des tausendjährigen Reiches. Und wenn nun schon 30 Jahre vergangen sind, seitdem unser kleines Volk den Beweis seiner wirklichen Gesinnung zu erbringen mußte, trotz der aussichtslosen Lage, so war es gut, uns wieder daran zu erinnern.

Und es war gut, unsere heutige Jugend daran zu erinnern.

Es war richtig, ja notwendig, ihr diese Art Geschichtsunterricht zu erteilen. Weil es bisher eigentlich versäumt worden war, unsere Jugend darauf aufmerksam zu machen, oder man ihr diese traurige Zeit gar vorenthalten wollte.

Doch ein Volk, das eine Zukunft haben will, darf die Vergangenheit seiner Geschichte nicht vergessen.

Durch die verschiedenen Gedenkfeiern an den Stätten dieser einmaligen Verzweiflungstat, die sie in Wirklichkeit war, haben die Resistenzorganisationen das luxemburgische Volk an die dunklen Tage des Jahres 1942 erinnert, die den ersten Zwangsrekrutierungen vorangingen.

Dieser völkerrechtswidrigen Einberufung einer Jugend, die in Freiheit aufgewachsen war und im Glauben an die Menschenrechte erzogen wurde. Und in einem neutralen Lande keine Waffen gekannt hatte.

Einer Jugend, die man ihrer Nationalität beraubte und zur Schlachtbank führte. Die man für eine Idee aufopferte, die sie nicht einmal kannte. Für ein Ziel, das ihr fremd war.

Durch eine gut geführte Pressekampagne haben unsere Resistenzler den Versuch unternommen, der heutigen Jugend — und der vergeblichen Welt — eines der grausigsten Kapitel unserer leidvollen Geschichte wieder lebendig vor Augen zu führen.

Ob dieser improvisierte Geschichtsunterricht auch seine ganze Wirkung erzielt hat, wollen wir hier nicht weiter untersuchen. Nicht einmal ob er vollständig und objektiv genug war, um die gewünschte Wirkung zu erreichen.

Den Versuch als solcher wollen wir jedenfalls anerkennen. Denn unsere Jugend von heute, die in einer Zeit des Wohlstandes und der Geborgenheit geboren ist und lebt, kann sich kaum ein Bild von der Schreckenszeit machen, die wir damals durchmachen mußten und die uns für den Rest unseres Lebens gezeichnet hat.

Aber wir fühlen uns trotzdem manchmal zutiefst getroffen von der unfäßbaren Gleichgültigkeit, die diese Jugend für unser Schicksal aufweist, und von der Abneigung, die sie uns deutlich zu verstehen gibt, wenn wir den Versuch unternehmen, sie mit dieser grausamen Vergangenheit zu konfrontieren.

Wenn unsere Jugend sich heute jedoch der Zukunft ihrer Träume sorglos zuwenden kann, so verdankt sie es letzten Endes uns. Irgendwie.

Darum bin ich der Meinung, daß wir es wenigstens versuchen sollten, Verständnis und Einsicht bei der heutigen Jugend zu erwecken für das Los, das uns so hart traf. Denn, wenn wir das Ziel zusammen erreichen wollen, das uns ein Robert Schuman gesetzt hat, so dürfen wir die schreckliche, ja abscheuliche Geschichte unseres alten Europas nicht einfach übergehen.

Und wenn wir den festen Willen haben, solche Katastrophen von uns abzuwenden wie die beiden letzten Weltkriege, die sich in ihrer ganzen Wucht meistens hier in Europa abspielten und ein unbeschreibliches Chaos hinterließen, so müssen wir uns daran erinnern.

Und niemals vergessen.

Dies ist die hehre Lektion, die wir verpflichtet sind unserer heutigen Jugend — unseren Kindern — zu erteilen.

Ohne uns bei der Politik der neuen Machtblöcke aufzuhalten, so müssen wir uns jedenfalls mit der Bewältigung der Vergangenheit befassen. Insbesondere aber mit der Vergangenheit, die in den letzten Septembertagen aufs neue an uns herangetragen wurde. Und der älteren Generation in unserem Lande unvergeblich bleiben wird.

Schon deswegen, weil der alte Revanchegeist nicht überwunden ist und eine Kalamität bleibt, die schon 1871 u. 1914 zum Krieg führte, um dann im Krieg 1939-45 neu aufzublühen, wo er durch Ideologien und Rassismus zum größten Blutbad der Weltgeschichte entartete.

Dieser Revanchegeist, dem man immer wieder — in irgendeiner Art — aufs neue begegnet.

Auch in dieser Wahnsinnstat von München, welche die olympischen Spiele zu dem stempelte, was sie in Wirklichkeit waren und bleiben: ein Betrug, ein Selbstbetrug.

Denn wie konnte man friedliche Spiele vortäuschen, die gar noch heiter sein sollten, wenn man es nicht einmal fertig brachte, Ideologien und Rassismus daraus fernzuhalten? Wie kann von heiteren Spielen die Rede sein, wenn Sportler nicht zugelassen werden, weil ihre Regierung politisch anderen Ländern nicht in den Kram passen? Wie kann man von friedlichen Spielen sprechen, wenn anderswo, wie in Nahost, Völker sich mit der Waffe in der Hand gegenüberstehen oder, wie in Indochina, Brüder sich gegenseitig ausrotten? Und die Großmächte tatenlos zusehen und sich die Hände in Unschuld waschen — die Waffen aber zu diesem Morden liefern? Oder gar praktisch vorführen, wie man sie gebrauchen soll?

Vergessen wir Irland nicht, wo die Religion angeblich Ursache des blutigen Terrors ist, in dem ein Volk seit drei Jahren dahinvegetiert. Wo in Wirklichkeit politische Extremisten die Lage ausnützen zu einem Ziel, das bisher noch nicht klar zum Vorschein trat.

Ja, wie kann man nur von olympischem Geist reden, wenn man seine Athleten wie hochgezüchtete Zirkuspferde hinaus-schickt, zum Ruhme einer Ideologie, einer Rasse, und man ihnen nicht einmal den Kontakt mit andersdenkenden Sportlern erlaubt, zu dem diese Spiele doch geschaffen wurden?

Heute wie damals, in München wie in Berlin, war die ganze Olympiade doch nur eine großangelegte Farce — mit viel Aufwand und voller Intrigen.

Aber solange die Verantwortlichen der Weltpolitik sich mit Mördern an einen Tisch setzen werden, oder sie gar zu ihren Zwecken ausnützen wollen, wird es keine Ruhe und keinen Frieden geben können.

Doch auch ein Volk muß sich von seinen Mördern trennen. Denn solange es dies nicht tut, wird es sich mitschuldig machen.

Ich bin kein Prediger der sogenannten Kollektivschuld, mit der man nach 1945 das Problem lösen wollte, und damit nur noch mehr Unheil anrichtete. Wenn wir mit offenen Augen um uns schauen und den sich ausbreitenden Radikalismus, der die Jugend insbesondere erfaßt hat, richtig zu deuten versuchen, dann müssen wir gewisse Parallelen ziehen.

Dann können wir nur zur erschreckenden Konklusion kommen, das wir in einer Zeit leben, die noch nicht einmal Frieden erhoffen kann. Weil wir in einer Zeit der übelsten Konfrontation geraten sind, die zu einem bösen Ende führen muß; wenn wir nicht endlich Schluß machen mit all dieser Verlogenheit, die das politische Bild beherrscht.

Auf diese Art der Politik, wie sie uns heute z. B. in New York bei den sogenannten Vereinten Nationen vorgespielt wird, kann man die Probleme kaum lösen. Und man sollte sich nicht wundern, wenn die Jugend im Radikalis-

mus von rechts oder links einen Ausweg aus der verfahrenen Situation zu finden glaubt.

Ob es Araber sind, oder andere Terroristen, wie die Baader-Meinhof Gruppe oder jene Jugendlichen in Nordirland und in den Ghettos Amerikas, es ist die Jugend der Welt, die wieder einmal mißbraucht wird für die Machenschaften einer namenlosen Klique, die im Chaos ihre einzige Chance kennt.

Darum dürfen wir — die geopfert Jugend der grausamen Jahre 1940-1945 — unser Ziel nicht aufgeben, und uns zur Aufgabe machen, der heutigen Jugend unsere Erkenntnis zu vermitteln.

Dadurch, daß wir ihnen die schweren Stunden unseres Opferganges vor Augen führen.

Dadurch, daß wir ihr die grausame Lektion zu erklären versuchen, die die Geschichte uns erteilt hat, und die wir am eigenen Leibe, bis zur bitteren Neige, auskosten mußten.

Deshalb ist es schon eher eine Obsession für uns, mitanzusehen zu müssen, wie apatisch manchmal unsere Jugend sich verhält, u. nichts hören will von dieser abscheulichen Vergangenheit, die wir miterleben mußten. Und man muß schon bis nach Norwegen gehen, also an die Peripherie Europas, um eine Jugend zu finden, die sich — eigenartig — der Europaidee widersetzt.

Weil sie — man höre und staune — eine ausgesprochene Aversion empfindet gegen ein Europa, in dem sie Partner Deutschlands werden soll.

Man überlege, diese Jugend hat genau so wenig wie unsere Jugend die nazistische Zeit miterlebt. Wie groß aber muß dann die Kraft der Ueberlieferung sein, das Verständnis dieser Jugend für die grausamen Erlebnisse ihrer Väter?

Und diese Abneigung, die nun in der norwegischen Jugend vor dem Beitritt ihres Landes zur Europäischen Gemeinschaft zum Vorschein kommt, ist in ihrer Bedeutung nicht zu übersehen. Und sollte uns manches zu bedenken geben, das wir hie und da allzu leichtfertig abtaten.

Nehmen wir z. B. unseren eigenen Fall.

Was hat Deutschland — das heutige Westdeutschland — bisher eigentlich getan, um unsere Bedenken zu beschwichtigen? Oder um die Schuld abzutragen, die es als Rechtsnachfolger des Dritten Reiches vor aller Welt übernommen hat?

Wir, die Zwangsrekrutierten, können jedenfalls die beleidigende Antwort nicht verwinden, die uns erteilt wurde als wir Reparationen forderten für die gestohlenen Jahre unserer Jugend und für all die Schäden, die wir durch diese zwangsweise Rekrutierung davontrugen.

Diese deutsche Nation, die mit uns in die Europäische Union eingestiegen ist und — auch dadurch — zu einer Vormachtsstellung in der

Welt gelangt ist, die sie kaum erträumt hatte, versagt uns aber immer noch jegliche Entschädigung. Ihre Regierung verschanzt sich immer noch hinter einen hypothetischen Friedensvertrag, der angeblich von Gesamtdeutschland abgeschlossen werden muß, um überhaupt die Möglichkeit einer Reparation zu schaffen.

Robert Schuman ist tot. Hoffentlich ist seine großartige Idee aber nicht auch schon tot, noch ehe das Europa, das der Eremit von Scy-Chazelle in seinem Weitblick als einzig richtige Lösung erkannte, geschaffen ist.

Als Sohn eines Lothringers in Luxemburg geboren, kannte er das traurige Schicksal der Randbevölkerung zwischen zwei Staaten, die Erzfeinde waren. Weil er dieses Schicksal am eigenen Leibe erfahren hatte. Er hatte auch erfahren, wie schwer es war, die Lothringer nach dem ersten Weltkrieg in den Schoß der französischen Familie zurückzuführen. Weil er selbst als Abgesandter der Lothringer im französischen Parlament schwer anzukämpfen hatte, um das latente Mißtrauen der Franzosen aus dem Innern (wie man zu sagen pflegt) auszuräumen.

Er wußte von dem Leid seiner Heimat Lothringen in den Jahren 1940-44, als die Bevölkerung in alle Winde zertrennt wurde, die einen nach dem unbesetzten Frankreich, die anderen nach Schlesien. Dann nur noch eine verschüchterte Minderheit zurückblieb, die sich nicht einmal traute frei zu atmen, aber bei der Befreiung Ende 1944 in neues Leid gestürzt wurde, trotzdem sie sich heldenhafter als mancher Franzose aus dem Innern benommen hatte.

Ich habe oft mit Robert Schuman gesprochen, der ein alter Freund meiner in Lothringen zugewanderten Familie war. Wir sprachen von all dem Leid, das seinen Landsleuten seit 1871 widerfahren war. Aber auch von dem Leid des luxemburgischen Volkes im ersten Weltkriege und seiner heldenhaften Haltung im zweiten Weltkriege.

Er hat mir dann immer wieder von seiner großen Idee erzählt, die aus dieser leidvollen Erfahrung geboren war. Ja, er hat mich so sehr begeistert, daß ich einer der Mitbegründer der Europabewegung in Luxemburg wurde.

Aber Robert Schuman, der auch ein Malgré Nous war (man vergißt es manchmal), hat mich gelehrt, daß wir, die Jeunesse Sacrifiée, nicht aufgeben dürfen. Und wir Wiedergutmachung verlangen müssen.

Sozusagen als Schlußstrich unter die grauenvolle Vergangenheit, um das endgültige Gelingen eines geeinten Europas zu garantieren.

Darum sage ich auch, daß es nicht genügt nach Osten zu blicken und die deutsche Regierung nicht vergessen sollte (auch wenn wir die größte Geduld bisher bewiesen), daß das Hitlerregime auch im Westen unermeßliche Verbrechen begangen hat.

Es genügt nicht, daß Willy Brandt mit seinem polnischen Kniefall die edle Gesinnung seines Trachtens vor aller Welt dokumentierte.

Es gibt auch den Westen, die Randbevölkerung in Belgien und Frankreich, und auch unsere kleine Nation, die auf eine Geste ihres heutigen Partners warten und Buße verlangen für die Schmach und das Leid, die ihnen angetan wurden.

Von den Nazis (und den Verrätern aus unseren Reihen), von denen noch so viele drüben leben und ungeschoren geblieben sind. Und ein Leben ohne Sorge führen, wogegen ihre Opfer an den Folgen ihrer leidvollen Zeit dahinstarben, ohne Genußnahme.

Von den Nazis, die sich der Zeit angepaßt haben und in allen Parteien wiederzufinden sind, bis an deren Spitze, und sich gar in die europäischen Gremien vorwagen, bis in die Nato hinein.

Es ist traurig, doch leider nicht einmal zu ändern, weil auch hier die **Doppelzüngigkeit der deutschen Außenpolitik** zum Vorschein kommt. Wie gesagt, die leeren Reden und die billigen Ausreden sind immer wieder zu hören.

Aber wir können uns damit nicht begnügen. Ja, wir dürfen uns nicht damit abspesen lassen.

Schon deswegen nicht, weil wir es dem Andenken der 21 Märtyrer vom Streik 1942 schuldig sind, den vielen Toten aus der Resistenz, und nicht zuletzt den Kameraden aus unsern eigenen Reihen, die nicht die Chance hatten zu überleben, und die irgendwo verscharrt wurden. Und nicht einmal das grausige Glück hatten, eine letzte, ehrenvolle Stätte zu finden — so wie wir sie nicht einmal den deutschen Soldaten hier bei uns, in Sandweiler oder in Clausen, verwehrten.

Der negative Eindruck, den Westdeutschland heute hinterläßt, ist nicht zu übersehen. Und wenn wir heute auch Partner geworden sind in einer schwer zusammenge kitteten Europäischen Gemeinschaft, so können wir doch nicht anders als zurückblicken.

Auf das, was man uns damals vor 30 Jahren angetan hat.

Wir werden dieses zwiespältige Gefühl einfach nicht los, weil wir nicht vergessen können. Und von der Gegenseite bis heute nichts getan wurde, rein gar nichts, um uns zu beschwichtigen. Nicht das Geringste unternommen wurde, um unsere Bedenken zu widerlegen.

Im Gegenteil.

Man kann die Uhr nicht zurückdrehen, gewiß. Und wir sind die letzten, das Unmögliche zu verlangen.

Aber unsere Bedenken haben neue Nahrung gefunden. Gerade jetzt, auch nach den olympischen Spielen.

Wir können die Großmäuligkeit der deutschen Herrenrasse nicht vergessen, die es sich an-

maßte über die anderen „minderwertigen“ Völker Europas zu herrschen. Denn dieser Geist ist noch lange nicht tot, das müssen wir leider immer wieder feststellen.

Es wurde den Preußen schon vor Bismarck eingerichtet, um dann von Hitler einem ganzen Volke mit allen Mitteln eingehämmert zu werden. Und es gab nur wenige Aufrechte, die damals dem Massenwahn nicht unterlagen.

Und dieser Geist kommt noch immer wieder zum Vorschein.

Bis in die Taten fanatischer Fußballfans, wie heuer in Brüssel bei der Begegnung Deutschland-Rußland. Sogar bis in diesen blindwütigen Schießereien an der schmachtvollen Grenze, die Deutsche gegen Deutsche aufgerichtet haben. Und das alte Deutschland in zwei Lager trennt, die sich nun feindlich gegenüber stehen, aus dem gleichen Geist heraus, und nur schwer zueinanderfinden werden (wie es bei der Olympiade in München klar zum Vorschein trat).

Wodurch die Lage in Europa nur noch komplizierter wird und uns auf eine neue Gefahr aufmerksam macht, die immer konkretere Formen annimmt, trotz der in Aussicht stehenden Sicherheitskonferenz: die Rückkehr zu überholten Ideologien, zu einem veralteten Klassengeist, zu einem Radikalismus und einem Terrorismus übelster Art.

Und damit wären wir wieder in München gelandet.

Oh, wir haben nun das Europa der Sechs, das mag schon sein! Von 1973 an werden wir sogar das Europa der Zehn haben. Und man spricht schon vom Europa der Sechzehn, das durch die Brüsseler Unterschrift in Wirklichkeit de facto besteht, geben wir es zu.

Aber wir sind weit entfernt von dem Europa eines Robert Schuman. Denn es ist ja nur eine zusammengefügte Interessengemeinschaft, noch immer ohne Farbe und ohne Ideal, mit der einzigen Bestrebung die verschiedensten Wirtschaftsformen nationaler Prägung aufeinander abzustimmen, um erfolgreicher auf dem Weltmarkt auftreten zu können.

Die einzige Lösung, aus Europa endlich ein festes Gefüge zu bilden, das sich wirksam für ein politisches Gleichgewicht in der Welt einsetzen könnte, um zu einem dauerhaften Frieden zu gelangen, kann nur die politische Union aller EWG-Länder sein.

Doch die individuellen Bedürfnisse und die nationalen Interessen haben diese Union bisher noch immer verhindert.

Was uns betrifft, so muß Verzeihen oberstes Gebot bleiben, um das notwendige Vertrauen zu finden, das den entscheidenden Schritt uns leichter machen kann.

Aber **der traditionelle Haß** zwischen den Völkern Europas ist noch nicht überwunden, wenn

auch schon vieles getan wurde auf dem Weg zur Versöhnung und zur Normalisierung der zwischenstaatlichen Beziehungen, die in der sogenannten EWG ihren ersten konkreten Erfolg verzeichnen, wenn auch nur auf dem wirtschaftlichen Sektor.

Wir müssen eine **klare Differenzierung** machen zwischen Volk und Regierung.

Der notwendige Entspannungsprozeß, der sich trotz allem abzeichnet und von jedem vernünftigen Bürger anerkannt und auch angestrebt wird, muß durch den festen Willen unseres alten Gegners, den uns zugefügten Schaden zu reparieren, gekennzeichnet sein.

Wir warten nun aber bereits seit dreißig Jahren auf ein Zeichen der aufrichtigen Reue, die zur endgültigen Versöhnung führen könnte und die sich nur durch die Reparation des uns angetanen Schadens konkretisieren kann.

Wir haben, und mit uns das Land durch unsere Regierung, den ersten Schritt zu einer Versöhnung gemacht. Indem wir das Verzeihen angeboten haben und die Partnerschaft nicht abgeschlossen haben.

Aber dieser Schritt, zu dem wir uns durchgerungen haben, in der Erkenntnis seiner geschichtlichen Auswirkung, ist bis zum heutigen Tage nicht honoriert worden.

Deutschland darf sich aber nicht länger an der historischen Tatsache vorbeidrücken, daß es uns größten Schaden zugefügt hat. Es geht nicht darum zu klären, wer der eigentliche Rechtsnachfolger des Dritten Reiches ist, sondern einzusehen, daß die im Namen Hitlers begangenen Verbrechen das deutsche Volk weiterhin belasten werden, solange keine **Wiedergutmachung** geleistet worden ist.

Psychologisch gesehen, hat der jetzige Bundeskanzler, der durch seine eigene Vergangenheit die notwendigen Voraussetzungen zu einer endgültigen Versöhnung erst geschaffen hat, die deutsche Regierung und das deutsche Volk einer Lösung näher gebracht.

Es wäre schade, wenn der letzte Schritt nun aber noch länger hinausgezögert würde und der eingeleitete Entspannungsprozeß zwischen unseren beiden Völkern in seinen Anfängen stecken bliebe.

Als Kanzler des Friedens, zu dem er als Nobelpreisträger gestempelt wurde, hat Willy Brandt die Verpflichtung auf sich geladen, Worte durch Taten zu untermauern.

Darum verlangen wir von ihm und der deutschen Bundesregierung, daß die uns gegenüber gemachten Versprechen nun endlich erfüllt werden.

Nur so können wir die Europäische Union mit gutem Gewissen vollziehen.

Jedenfalls was uns betrifft . . .